

L'Humanité



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
24 juin 1976
No 516
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Italie

Une seule solution, la révolution

Les résultats définitifs des élections législatives n'ont pas fini d'être analysés et commentés dans le monde entier. Ce test électoral revêtait en effet une signification qui dépassait de loin le cadre strictement italien. On l'a bien vu au cours de toute cette campagne électorale pendant laquelle Russes et Américains intervenaient, en coulisse, pour tenter de faire pencher les résultats en faveur de leurs agents. Ford, comme les «Izvestia» n'ont pas manqué de commenter immédiatement les données du scrutin. Le premier en affichant un optimisme prudent. Les seconds en prédisant que «la lutte politique pré-électorale va prendre d'autres formes, se transporter au parlement et dans les relations entre les partis» et qu'il convient de chercher une solution gouvernementale «qui puisse... arrêter la crise et l'inflation, réaliser les différents points de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe».

Les deux superpuissances attachaient en effet un

grand prix à ces élections, test de leur influence en Europe du Sud.

De ces élections qui, selon le mot de Lénine, constituent un «reflet» de la situation politique dans le pays, plusieurs enseignements se dégagent. Passons vite sur le premier qui est la confirmation de l'extraordinaire stabilité du jeu électoral bourgeois qui n'a d'autre but que de tromper les masses populaires qui aspirent au changement en décidant lequel parmi les courants et partis de la bourgeoisie est celui le mieux à même de maintenir et de faire fonctionner le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Le second est la nette bipolarisation de la vie politique italienne. La Démocratie chrétienne et le parti révisionniste se taillent en effet la part du lion au détriment des petits partis politiques en déliquescence, devenus totalement inefficaces et inutiles dans le cirque électoral bourgeois.

(Suite p. 2)

LES PEUPLES ARABES ET PALESTINIEN BRISERONT LE COMLOT AMERICANO-RUSSE

Les premiers contingents de la «force de paix» de la Ligue arabe sont arrivés mardi à Beyrouth, composés de troupes libyennes et syriennes.

D'autres pays arabes devraient très rapidement apporter leur contribution à cet effort destiné à faire taire les armes au Liban.

A la veille de la Conférence quadripartite de Ryad, qui doit sceller la réconciliation de l'Égypte et de la Syrie, l'accord de cessez-le-feu conclu lundi, entraînant le commencement d'un désengagement syrien se heurte toujours à des difficultés.

Selon un scénario maintenant bien rodé lorsqu'une perspective d'apaisement militaire et de négociations politiques est en vue, les forces liées à l'une ou l'autre superpuissance cherchent à ranimer la tension.

Actuellement, c'est dans la banlieue est de Beyrouth, autour du camp palestinien de Tall El Zaatar, que se déroulent les combats les plus importants, à l'initiative des phalangistes. Ceux-ci ont lancé une attaque, appuyée par des armes lourdes et des blindés, afin d'essayer d'occuper le camp.

Comme il y a quelques

(Suite page 2)

LIBERTE POUR ROMAIN LE GAL

26 JUIN : JOURNEE D'ACTION CONTRE LA REPRESSION

Mardi, l'Humanité rouge organisait une conférence de presse afin de rappeler les faits concernant le maintien en prison de notre camarade Romain Le Gal.

Or, cette conférence de presse nous aura permis de vérifier ce que nous avons déjà affirmé : il existe un complot du silence autour de Romain Le Gal. Pas un seul repré-

sentant de la presse était présent, à l'exception du «Quotidien du peuple». Depuis plus de deux mois le silence est organisé.

C'est à nous et à vous qui nous lisez de briser ce complot. Ensemble nous y réussirons. Voici des extraits d'une déclaration qui devait être remise à la presse à cette occasion.

Romain Le Gal, militant marxiste-léniniste de Lorient, va bientôt terminer un troisième mois à Fresnes sous l'inculpation de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France. De ce fait, comme de l'inculpation de quatre autres militants marxistes-léninistes lorientais, Jean et Geneviève David, Hervé

Jegouzo, Jacques Leforestier, la presse a peu ou point parlé, y compris celle qui entend contribuer à la lutte contre la répression du mouvement populaire.

Voici les faits.

Dans la nuit du 6 au 7 avril, une procédure de flagrant délit pour collage d'affiches de «l'Humanité

rouge» et inscription à la peinture du PCMLF. En réalité, il y a eu contrôle de Romain Le Gal, Geneviève David, d'Hervé Jegouzo, par la brigade spéciale de nuit, fouille de leurs voitures sans résultats, dans un lieu éloigné des bombages et affichages incriminés.

Par ailleurs, de nombreux témoins ont depuis affirmé que les bombages étaient faits 2-3 jours avant le 6 avril.

Deuxième acte : le 8 avril à 6 heures du matin, perquisition chez Le Gal, David, Jegouzo.

Sans commission rogatoire et avec bouclage du quartier où habitent les David qui ont refusé la perquisition.

Le 12 avril au matin, Le Gal, Jean David et Jacques Leforestier sont dirigés sur Paris et inculpés par Gallut, juge d'instruction de la cour de sûreté de l'Etat ; David et Leforestier sont aujourd'hui sous contrôle judiciaire ; Le Gal est à Fresnes.

Le juge Gallut lui a refusé par trois fois sa mise en liberté provisoire, les attendus de la décision alléguant le «refus de collaboration avec l'instruction» sous prétexte que Romain Le Gal s'est refusé à répondre au psychiatre, et à signer les procès-verbaux d'instruction.

Romain Le Gal a fait appel de cette décision arbitraire devant la chambre de contrôle de la cour de sûreté de l'Etat, qui statue à huis clos, sans avocat et en catimini.

Voilà pour la relation des faits.

(Suite p. 3)

(Suite p. 3)

150 postiers exigent la libération de Le Gal

Depuis que notre camarade Romain Le Gal est emprisonné, voici maintenant plus de deux mois, les protestations exigeant sa libération et dénonçant la répression ne cessent de nous parvenir. Protestations de travailleurs dans les entreprises, de sections syndicales, motions votées dans des rassemblements, appels de personnalités, etc. Ce sont des milliers et des milliers de personnes qui se sont déjà associées d'une façon ou d'une autre à la protestation. Et ce n'est pas fini ! Il faut que le mouvement engagé se développe jusqu'à ce que l'objectif soit atteint, jusqu'à ce que Romain soit libéré. Alors que se prépare la journée nationale d'action du 26 juin qui sera marquée par de nombreux meetings et manifestations (voir page 3), de nouvelles protestations contre la répression et pour la libération de Romain nous parviennent. C'est ainsi que 150 postiers de Paris-Brune, d'Austerlitz et du centre de tri de la gare d'Orléans ont adopté un appel dans lequel ils exigent la libération de Romain Le Gal, d'Edmond Siméoni et dénoncent la répression.

Cet appel a été également signé par plusieurs dizaines de travailleurs français et immigrés de Vitry, ainsi que par 40 étudiants, enseignants et chercheurs de la faculté d'Orléans.

Par ailleurs, à Dol-de-Bretagne, 18 enseignants du CES ont également adopté un texte dans lequel ils demandent la libération de tous les emprisonnés politiques, la levée de toutes les inculpations, la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat, l'arrêt des expulsions de travailleurs immigrés et protestent contre l'interdiction du FRAP et du PCMLF.

LE PEUPLE BRITANNIQUE COMBAT LE RACISME

Le racisme, ce poison entretenu par la bourgeoisie pour opposer les travailleurs, relève la tête en Grande-Bretagne. Plusieurs crimes racistes ont été commis en un mois contre des immigrés, d'origine asiatique le plus souvent.

Comme tous les peuples du monde, le peuple anglais haït le racisme qui divise et qui tue. Il n'a pas laissé passer sans réagir cette vague d'attentats. Le 12 juin dernier, une grande manifestation s'est déroulée à Londres pour protester contre la croissance des activités racistes et fascistes en Grande-Bretagne. Plus de 10 000 personnes ont parcouru les rues d'une banlieue londonienne, lieu de l'assassinat d'un jeune indien et peuplée de nombreux travailleurs immigrés.

Pour la première fois, la population anglaise et des travailleurs immigrés indiens, pakistanais, africains, ont manifesté au coude à coude, mettant en échec les projets de ceux qui, dans l'ombre, commandent ces crimes pour dresser les travailleurs les uns contre les autres. De nombreux Indiens notamment, étaient présents, hommes et femmes venus avec leurs enfants. L'unité de classe entre ouvriers blancs et de couleur fut l'un

des principaux slogans repris par la foule. Les autres dénonçaient la montée des crimes racistes, le fascisme, la loi réactionnaire sur l'immigration.

Les trotskystes et les révisionnistes, soutenus par les travaillistes, s'étaient efforcés de donner à cette protestation un caractère pacifiste et réformiste en cherchant à y impulser des mots d'ordre comme «Paix et Justice», en présentant un catalogue de revendications polies au gouvernement travailliste, comme l'abrogation de la loi sur l'immigration. Ils fei-

gnaient ainsi d'ignorer que cette loi a été élaborée par les partis de la bourgeoisie pour le service des intérêts des monopoles anglais, dans cette période de grave crise économique.

Le comble était certainement ce tract du parti révisionniste anglais qui pleurnichait : «nous pourrions vivre en paix et en harmonie si on nous en laissait la possibilité», comme si l'unité de classe du prolétariat en Angleterre dépendait du bon vouloir de la bourgeoisie, son ennemie.

De leur côté, les trotskystes se distinguaient en appelant à cette occasion à un rassemblement pour soutenir «le lobby du TUC» (syndicats réformistes), au moment et à l'endroit même où ceux-ci allaient voter la limitation des augmentations de salaires à 4,5 % pendant un an. Alors que l'inflation dans le pays atteint près de 20 % !

Mais les ouvriers anglais et immigrés forgent leur unité de classe dans le combat révolutionnaire contre leurs ennemis communs.



Non au racisme qui divise et qui tue !

Europe

L'ombre de l'URSS

La 22e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) vient de s'achever à Paris. Au programme de ses travaux : les problèmes de la sécurité en Europe et en Méditerranée, de la défense européenne face à la menace militaire grandissante de l'Union soviétique.

Le rapport présenté sur «la détente et la sécurité en Europe» a été l'objet d'un débat acharné dont la rivalité même témoigne de l'ampleur des contradictions qui traversent les gouvernements bourgeois occidentaux confrontés à cette situation. Poussant un véritable cri d'alarme sur le déséquilibre croissant entre la force et l'armement respectif en Europe de l'OTAN et de l'URSS, le rapport condamnait sévèrement la fiction de la «détente» prônée par l'URSS.

Telle qu'elle est conçue par l'URSS et tolérée trop souvent par certains milieux occidentaux, celle-ci rappelle en effet, à bien des égards, la situation qui prévalait à l'époque de la signature des accords de Munich.

Toujours selon les dires mêmes du rapport de base de la session, les

dirigeants soviétiques abusent des mots de «détente» et «coexistence pacifique» pour maintenir leur emprise sur les pays qu'ils contrôlent déjà, tout en développant ailleurs leur force militaire et leur influence politique, cherchant sans répit à affaiblir les dernières positions occidentales.

Le rapporteur britannique n'a-t-il pas souligné très clairement que «certains continueront toujours de sous-estimer la menace que fait peser l'impérialisme soviétique, oubliant qu'ils sont des effets funestes de la méconnaissance de la réalité hitlérienne dans les années 30... Or nous sommes face à une menace qui est au moins aussi grave que celle qui se dessinait dans les années 30 !»

Le représentant de la RFA lui a fait écho en affirmant :

«Comment ne pas comparer le concert de louanges qui a suivi la fin des travaux de la CSCE à Helsinki avec l'enthousiasme soulevé par les accords de Munich qui devaient assurer la paix de l'Europe jusqu'à la fin du siècle ?»

A l'issue de ses travaux, l'assemblée a adopté un texte de recommandation sur la sécurité en Méditerranée qui déclare «considérant que l'arrivée de l'URSS au rang de puissance navale mondiale offre au gouvernement soviétique de nouvelles possibilités d'étendre son influence... L'Alliance atlantique doit prendre les mesures appropriées pour résister à toute pression politique ou militaire extérieures».

L'institution d'une force de dissuasion populaire, mobilisant l'ensemble de la population des pays européens a également été retenue.

Les bourgeoisies ouest-européennes étaient ainsi de plus en plus ouvertement leur inquiétude grandissante face à la menace social-impérialiste. Cette inquiétude est bien entendu dictée par la défense de leurs intérêts de classe.

Mais ce sont les classes ouvrières et les peuples qui sont les véritables garants de l'indépendance et de la liberté en Europe, condition de l'essor et de la victoire de leur combat révolutionnaire.

Italie

Une seule solution : la révolution

(Suite de la p. 1)

Le Parti socialiste, lui, digère son échec. Le rôle de conciliateur entre la Démocratie chrétienne et le PCI dans lequel il s'est cantonné ne s'est pas révélé payant et le scandale des pots de vins «Lockheed» a quelque peu éclaboussé au passage sa respectabilité. Avec à peu près 10 % des voix il reste quand même la seule formation susceptible de jouer le rôle d'arbitre entre les deux grands partis de la bourgeoisie.

Le PCI progresse légèrement par rapport aux précédentes élections mais pas de manière spectaculaire pourtant, alors que les circonstances pouvaient lui paraître largement favorables. L'ampleur de la crise économique et politique, le visage d'ordre et d'efficacité qu'il s'est composé en faisant le «sauveur» possible du système capitaliste à la dérive, tout en trompant encore nombre de travailleurs sur sa nature réelle et la classe à laquelle il appartient.

C'est d'ailleurs sur ce thème qu'il avait axé toute sa campagne, offrant aux monopoles italiens inquiets de son assujettissement à Moscou le maximum de garanties verbales. A la veille du scrutin, Berlinguer n'était-il pas allé jusqu'à affirmer sa fidélité à l'OTAN qualifiée de «nécessaire à l'Europe, face à la politique de confrontation des deux blocs» ? N'a-t-il pas été jusqu'à promettre l'asile politique en Italie aux «dissidents» soviétiques ?

Rassurant pour les monopoles italiens, prometteur pour les masses populaires qui aspirent au changement, le PCI a pourtant échoué dans son ambition : devenir le premier parti bourgeois d'Italie.

C'est la Démocratie chrétienne qui garde le titre. Sans que ses problèmes soient réglés pour autant puisqu'elle se retrouve à la tête d'une situation ingouvernable.

L'ère des élections est close, celle des combinaisons gouvernementales est ouverte et risque de durer longtemps car la crise de la bourgeoisie est sans solution.

La solution pour l'Italie c'est la classe ouvrière et le peuple qui la détiennent entre leurs mains. Elle passe par le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, monopoliste comme révisionniste, par la lutte contre les deux superpuissances, ennemies farouches de la classe ouvrière et du peuple d'Italie : particulièrement l'URSS qui se prépare à recourir à une guerre pour assurer sa domination en Europe si les forces prosoviétiques des pays européens ne peuvent y parvenir par le jeu parlementaire.

La situation n'est pas brillante pour la bourgeoisie italienne, pas plus que pour l'URSS et son rival américain. Elle est par contre très bonne pour le peuple révolutionnaire italien.

Les peuples arabes et palestiniens BRISERONT LE COMLOT AMERICANO-RUSSE

(Suite de la page 1)

Avec la Conférence de Ryad, l'envoi des «casques verts», l'intense activité déployée par le secrétaire de la Ligue arabe, l'unité des forces arabes tend également à se souder aux côtés de la Résistance palestinienne, en dépit des efforts déployés par l'URSS, comme par les USA, pour semer la division, dresser les pays arabes les uns contre les autres, isoler la Résistance palestinienne pour mieux l'écraser. Une telle situation ne pourrait qu'être une aubaine pour Israël et les deux superpuissances qui, l'une comme l'autre, permettent à l'État sioniste d'exister.

Le peuple palestinien est le fer de lance de la lutte anti-impérialiste des pays et des peuples arabes dans la région. Il n'acceptera jamais que soient entérinés la spo-

liation de sa terre, le démembrement de sa patrie. Il luttera jusqu'à la victoire finale, jusqu'à ce que vive la Palestine, libre, démocratique et laïque ; son aspiration fondamentale à récupérer son pays se heurte de plein fouet aux intérêts des deux superpuissances qui entretiennent à dessein la tension dans cette région du monde, c'est le cas particulièrement pour l'URSS qui tente de s'implanter au Moyen-Orient pour mieux avancer dans ses plans de domination de l'Europe. Le peuple palestinien, comme les autres peuples arabes ne peut que mieux démasquer chaque jour la vraie nature de cet «ami» qui les poignarde dans le dos et tourner ensemble toutes leurs armes contre la véritable cible de leur combat.

nouvelles intérieures

LIBERTE POUR
ROMAIN LE GALConférence de presse
de l'Humanité Rouge

(Suite de la p. 1)

Ils sont tout à fait révélateurs du caractère arbitraire de la procédure suivie, de la nature réactionnaire de la cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception tout à fait dans la main de l'Etat capitaliste et de son gouvernement : c'est le directeur de cabinet de Lecanuet qui a ordonné la mise en mouvement de l'action judiciaire. Tout cela est révélateur du caractère de classe de la justice de ce pays.

Il s'agit bien d'une répression politique caractérisée : le PCMLF, créé en 1967 pour reprendre le drapeau révolutionnaire abandonné par le Parti communiste français, a été interdit en juin 1968 et sur la demande des dirigeants du PCF, pour sa participation à la tempête révolutionnaire de 1968. De notoriété publique, il a continué son combat dans la clandestinité, et a remporté des succès : son implantation s'est élargie dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays. Voilà la raison de fond de la ré-

pression menée contre les militants orientais. Mais on peut interdire un parti, on peut inculper des militants, les idées qu'ils portent font et feront le chemin dans la classe ouvrière. On ne peut arrêter le mouvement révolutionnaire des masses.

Car cette répression contre les militants orientais participe de la répression générale que l'Etat capitaliste développe ces derniers mois pour briser le mouvement populaire avec la complicité des dirigeants révisionnistes français : répression contre les militants syndicalistes ouvriers et paysans, contre les immigrés des foyers Sonacotra, contre les petits paysans du Midi, de Corse et de Bretagne, contre les étudiants lors de leur mouvement ce printemps.

Romain Le Gal, ouvrier aux communaux de Lorient, militant syndicaliste actif, est maintenu en prison car il s'est rangé du côté de la classe ouvrière et du peuple, et qu'il a choisi la voie révolutionnaire pour leur émancipation.

Le Congrès des cadres CGT

Un congrès qui en dit long

Le 6e Congrès de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT), organisation des cadres appartenant à la CGT qui s'est tenu le week-end dernier a été dans le droit fil du 22e Congrès du PCF. Au cours de celui-ci, Marchais s'adressant aux cadres leur avaient en effet déclaré : « Nous ne disons pas aux cadres : devenez ouvriers, comportez vous comme eux, vivez comme eux. Non, nous leur disons : vous êtes des cadres, et c'est bien... le socialisme que nous voulons aura un immense besoin de cadres auxquels ils reconnaîtra leur juste valeur... ». Dans le même temps où il appelait à renoncer à la notion de dictature du prolétariat, il montrait ainsi quel type de société les révisionnistes veulent instaurer. Quelle est en effet cette société dont on nous dit que les privilèges des cadres y seront maintenus, qu'ils conserveront leur rôle de domination sur la classe ouvrière ? Ce n'est rien d'autre que le capitalis-

me. Marchais leur promet que sous son « socialisme », la place des cadres sera plus importante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Quelle est en effet leur situation aujourd'hui ? Bien souvent, ils sont des auxiliaires des capitalistes, ils profitent de l'exploitation des travailleurs, ils contribuent à son organisation. Mais ils ne possèdent pas le pouvoir, ne détiennent pas les moyens de production, ils ne sont souvent que des exécutants. Ce que Marchais leur promet, c'est qu'avec lui au pouvoir, ils pourraient devenir les nouveaux patrons des entreprises nationalisées. C'est ce que devait rappeler le Congrès de l'UGICT en affirmant : « Le rôle social que le gouvernement et le patronat affirment ouvertement vouloir nous interdire, nous ne pouvons l'imposer aujourd'hui que par l'action collective ». Ce rôle social, ce n'est autre chose que la direction des entreprises.

Au cours de ce congrès les révisionnistes ont une fois

de plus défendu avec acharnement les privilèges des cadres : « Il est faux que les sacrifices matériels imposés aux uns soulagent en quoi que ce soit les autres, plus défavorisés ». C'est au nom de ce vieux principe propre aux exploiteurs et à tous ceux qui veulent préserver leurs privilèges que les révisionnistes prônent les augmentations en pourcentage si profitables aux cadres.

Les cadres CGT devaient affirmer encore « que la libération totale des cadres passe par des changements de structures de la société et, dans l'immédiat, par la mise en œuvre du Programme commun ».

La « libération des cadres », n'est-ce pas touchant ? On croyait jusqu'à maintenant que le problème était plutôt celui de la libération de la classe ouvrière. « Libération des cadres », cela ne signifie que la réalisation de leur aspiration à prendre la place des actuels patrons. Pour les travailleurs, cela ne signifie qu'un changement

d'exploiteurs.

Séguy, présent durant tout le congrès, devait encore préciser un peu plus le point de vue des révisionnistes. Il devait notamment expliquer pour quelle raison, dans la CGT, les cadres disposent de leur propre organisation. Il devait en particulier rejeter la conception d'« organisation unique ou quelques cadres archi-convaincus, prêts à sacrifier leur carrière à leurs idées, sont submergés par la masse des syndiqués et ne jouent, de ce fait, pratiquement aucun rôle ». Ce qui est une façon de dire qu'il ne faut pas mélanger les torchons avec les serviettes et que les cadres préoccupés par leur carrière ne peuvent décemment pas se mélanger avec tous ces ouvriers dont ils sont les « supérieurs ». Chacun à sa place.

Pour préciser sa pensée Séguy devait encore indiquer « qu'on ne demandera évidemment pas aux cadres de porter le drapeau les jours de grève et de manifestation ».

Tout cela démontre à l'évidence les intérêts que représente aujourd'hui le PCF. Ce sont ceux d'une bourgeoisie bureaucratique, à laquelle appartiennent les hauts cadres, qui aspire à prendre en main les affaires du capitalisme, aujourd'hui « brimée » parce qu'elle ne détient pas les moyens de production. Pour réaliser ce projet, elle a besoin de l'appui de la masse des cadres sur laquelle elle s'appuiera pour exercer son pouvoir sur la classe ouvrière.

Le socialisme véritable quant à lui, la dictature du prolétariat, sera le pouvoir de la classe ouvrière et aura pour principe de réduire constamment les différences dans la société, de placer les cadres sous le contrôle et sous la direction de la classe ouvrière pour qu'ils se comportent comme des ouvriers, et vivent comme eux. Et si, aujourd'hui, des cadres veulent rejoindre le combat de la classe ouvrière, qu'ils se mettent sur ses positions, défendent ses intérêts en sachant que la destruction du capitalisme signifiera la disparition des privilèges des cadres.

5 ans de prison
pour
Edmond Siméoni

(Suite de la p. 1)

Qu'on imagine l'angoisse qui a pu envahir la bourgeoisie en se disant que des paysans, des ouvriers pourraient à leur tour à l'avenir prendre des fusils pour faire face aux forces de répression. C'est pour elle quelque chose de vital : seules ses forces de répression doivent avoir des armes pour réprimer le peuple. Il ne faut surtout pas que celui-ci puisse se défendre. La bourgeoisie connaît fort bien cette loi de l'histoire : qui a les fusils a le pouvoir. Elle sait fort bien que tant qu'elle seule détient les armes elle préservera son pouvoir. Il ne faut surtout pas que se développe dans le peuple cette idée que face à la violence des forces de répression on a raison de répondre par la violence.

Il lui faut briser dès la naissance toute tendance dans le peuple à recourir aux armes. Elle n'ignore pas qu'à long terme elle y joue son pouvoir.

C'est là la raison pour laquelle il fallait absolument qu'Edmond Siméoni soit condamné.

Il fallait faire un exemple. Mais rien n'y fera : le peuple ne cessera de lutter contre l'exploitation et l'oppression et dans ses rangs, face à la répression, l'idée de la violence révolutionnaire fera nécessairement son chemin.

MEETINGS ET
MANIFESTATIONS
CONTRE
LA REPRESSION

Le 25 juin

ANGERS
MEETING A 20 H 30 A L'APPEL DU COMITÉ
DE SOUTIEN A ROMAIN LE GAL

LIMOGES
MEETING
A L'APPEL DE L'HUMANITÉ ROUGE
ET DE LA JCMLF
Avec le soutien de la Ligue
des droits de l'homme et de la libre pensée

Le 26 juin

MONTPELLIER
MANIFESTATION
A L'APPEL DE L'HUMANITÉ ROUGE
ET DE LA JCMLF
Rassemblement à 10 heures du matin,
place des Arceaux

GRENOBLE
MANIFESTATION A 10 H PLACE
SAINT BRUNO

CLERMONT-FERRAND

SIX HEURES CONTRE LA REPRESSION
DE 16 A 22 HEURES
Centre Blaise Pascal

IVRY

MANIFESTATION A 9 H 30 A MAIRIE D'IVRY

NANTERRE

MANIFESTATION A 16 H 30
AU RER NANTERRE VILLE

D'autres manifestations et meeting
ont lieu également le
26 Juin à BAYONNE, ORLEANS et en
BRETAGNE.

Le 27 juin

ST-DENIS

MANIFESTATION A 10 H
AU METRO BASILIQUE

QUAND VOUS
AVEZ LU LE
QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE
OU AFFICHEZ-LE !



Renforcer la CGT... GRACE AU FRIC DES PATRONS !

Il semble que le mot d'ordre actuel de l'UD-CGT du Finistère soit : renforcer la CGT grâce au fric des patrons !

Le 10 juin le PCF, la CGT et leurs acolytes habituels, style PS, FEN, UDB..., ont organisé une journée dite « Brest en lutte ». L'UL-CFDT avait refusé de s'y associer et ce avec raison : au lieu de la mobilisation et de la campagne d'explication que l'on pouvait attendre sur ce thème, il n'y eut, comme d'habitude avec ces messieurs, qu'un rassemblement de délégations devant la sous-préfecture et le vote d'une motion. C'est ça « Brest en lutte » pour ces messieurs !

A ce rassemblement de 200-300 personnes, la CGT par contre mettait le paquet et diffusait le mensuel édité par l'UD du Finistère, « Le Finistère syndicaliste » de juin 1976, qui porte en titre « Renforcer la CGT. Nécessaire ? Oui. Possible ? Oui ».

Page deux, la CGT déclare à propos des travailleurs de la réparation navale en lutte depuis plusieurs mois pour la garantie de l'emploi et contre le chômage partiel que « le patronat soutenu par le gouvernement refuse toutes véritables négociations » : Mais rassurez-vous tout de suite, car page sept on peut voir s'étaler deux encarts publicitaires : l'un

de la SNEF Electric-Flux, l'autre de la Sobrecar, c'est-à-dire deux entreprises de la réparation navale où les ouvriers sont en lutte.

Certes, ils refusent peut-être de négocier les revendications des travailleurs, mais ils ne refusent pas de négocier des contrats de publicité avec la CGT !

Page sept, l'UD-CGT nous informe sur la lutte des travailleurs de l'hypermarché Rallye de Quimper. Une dure lutte face à une direction organisant des campagnes de presse mensongères, des provocations de la part de cadres allant des insultes aux violences physiques. L'article conclut que « tous les camarades ont compris que le seul moyen pour obtenir satisfaction, c'est le renforcement de la CGT ». Ça vous met en confiance, mais ce qui vous met moins en confiance, c'est que le patron du Rallye semble être d'accord ! En effet, retour en arrière : à la page 3 s'étale sur UN CINQUIEME DE PAGE UNE PUBLICITÉ : RALLYE: hypermarché géant, Quimper, c'est moins cher, nocturnes tous les soirs...

Bref, l'UD-CGT du Finistère fait dans ce journal des compte-rendus de lutte des travailleurs et publie les annonces publicitaires de leurs patrons. Ceux-ci n'ont pas d'argent pour satisfaire les

revendications mais ils en ont pour payer les « pub » dans la presse de la CGT, qui prend d'ailleurs bien soin de préciser en page six du « Finistère syndicaliste » : « Songez que ce sont nos annonceurs qui nous aident à sortir ce journal... »

Ceci dit, c'est sans honte aucune qu'en première page, les responsables de l'UD-CGT dénoncent les syndi-

cats de collaboration de classe, ah mais !

Or toute organisation se prétendant au service de la classe ouvrière, doit être indépendante en tout de la bourgeoisie, donc des puissances d'argent. Il y a déjà bien longtemps que les révisionnistes du PCF et de la CGT ont bafoué ces principes.

Correspondant HR-Brest

Saint-Nazaire

les Nouvelles Galeries en grève

Aux Nouvelles Galeries de Saint-Nazaire, c'est la grève, le motif c'est les salaires très bas, les travailleuses et les travailleurs des Nouvelles Galeries veulent une augmentation pour tous de 200 F. Il y a 253 personnes, directeurs et cadres compris, et seuls les travailleurs sont dans l'action. Il y a eu grève en 1968 et en 1972, mais cette fois-ci « on n'arrête pas la grève tant que l'on n'a pas obtenu ce qu'on demande ». Samedi, la population ouvrière va faire ses courses, et les employés et ouvriers des NG étaient aux portes avec des tracts et des panneaux expliquant clairement les raisons de la grève. Ils expliquaient et demandaient aux gens de ne pas rentrer, « on est en grève » disaient-ils, « aidez-nous », « seuls les cadres travaillent ». Un haut-parleur donnait aussi par des slogans les raisons de la grève. Samedi, le patron n'a rien vu, au contraire, il y a eu de nombreux kilos de langoustines perdus, de même que de fruits et de viande.

Correspondant HR:

Mercredi, jour des obsèques des mineurs tués dans un «accident» du travail le 18 juin

GREVE GENERALE DANS LES MINES DE POTASSE D'ALSACE

Mercredi matin, les mineurs ne sont pas descendus dans les mines de potasse d'Alsace. C'était jour de grève générale. Jour de deuil, de colère et de révolte contre la direction des mines responsable de la mort qui a frappé le 18 juin cinq hommes par huit cents mètres de fond dans la mine « Marie Louise » de Berrwiller, à une vingtaine de kilomètres de Mulhouse. A l'heure où ces lignes sont écrites nous n'avons pas encore de détails sur le déroulement de cette journée de grève.

Le 18 juin dans l'après-midi, cinq hommes dont deux mineurs, étaient descendus au fond de l'une des plus importantes mines de potasse d'Alsace, la mine « Marie Louise » à Berrwiller, à bord d'une cage. Quelques deux heures plus tard, comme ils ne remontaient

pas, l'alerte était donnée. Il devait s'avérer qu'ils étaient morts par 800 mètres de fond.

Un plancher pourri avait cédé sous le seul poids des 5 hommes. Et ils avaient été précipités dans un puisard qui se trouvait dessous et qui, profond d'une trentaine de mètres, était rempli d'eau et de boue. Aucune liaison avec la surface n'était assurée. Leurs corps n'ont été remontés que dans la journée de dimanche.

Lorsque la sirène avait hurlé à la mine « Marie Louise » d'abord 7 fois, puis à nouveau 4, les familles des 1 300 mineurs, qui travaillent dans les 4 puits de la mine à l'extraction de quelque 20 000 tonnes de potasse par jour, avaient appris qu'un nouveau drame venait d'avoir lieu sous terre.

Sans tarder, la direction des mines de potasse d'Alsace tentait par la voix de son secrétaire général d'avancer des « explications ». Preuve qu'elle n'avait pas la conscience tranquille, elle faisait dire par Alquier :

« L'opération au cours de laquelle cinq personnes ont trouvé la mort était une opération de sécurité dans ce sens qu'elle avait pour but de préciser la nature des travaux que l'on voulait engager la semaine prochaine et même pendant la période des congés pour améliorer justement la sécurité dans cette partie de la mine — en ce qui concerne les conditions elles-mêmes de l'accident et les éventuelles failles de sécurité, nous ne pouvons encore rien dire, car nous ne pouvons accéder encore à l'endroit où s'est produit l'accident, nous y parviendrons cet après-midi. »

Et craignant comme la peste la colère des ouvriers, Alquier s'empresait d'ajouter : « Toute hypothèse en ce domaine risque par définition d'être infirmée. C'est le travail d'une part du service des mines qui joue pour nous le rôle de l'inspection du travail et d'autre part du parquet qui a été saisi. »

Convaincu de ce que ce nouvel « accident » suffisait amplement à provoquer la révolte des 1 300 mineurs, la direction allait accepter sans trop de problèmes de leur verser l'intégralité de leurs salaires lorsqu'ils faisaient savoir le soir-même qu'ils ne descendraient pas dans les puits tant que les corps de leurs camarades ne seraient pas remontés.

LES MINEURS ACCUSENT

En signe de deuil et de protestation, les mineurs avaient pris la déci-

sion dès samedi matin de se mettre en grève le jour des obsèques de leurs camarades. C'est ainsi que mercredi 23 les travailleurs ne sont pas descendus dans les puits, non seulement à la mine « Marie Louise », mais sur tout l'ensemble du bassin des mines de potasse d'Alsace.

A leurs yeux, il ne fait pas de doute que c'est la direction des mines qui a provoqué la mort des 5 hommes. La fermeture des puits, la diminution des effectifs, le refus d'embaucher des jeunes, l'accélération des cadences de travail, telle est la politique de la bourgeoisie. Mais sa politique c'est aussi l'insécurité, les « accidents » du travail. Déjà en juillet 1975, un éboulement s'était produit dans le même puits. A quelques secondes près, il avait failli coûter la vie à 27 mineurs.

Réuni en session extraordinaire samedi à Staffelfelden dans le Haut-Rhin, le conseil de l'union des syndicats CFDT de la potasse affirmait dans un communiqué que « la responsabilité de la direction est écrasante dans cette catastrophe ». Et annonçant qu'elle se portait partie civile « pour apporter sa contribution et avoir accès à tous les dossiers », la CFDT posait publiquement les questions suivantes : 1/ au niveau de la conception d'origine du puits, était-il prévu un faux puisard ? 2/ si tel n'était pas le cas, ont-elles été prises les meilleures solutions pour contrôler en permanence le faux puisard ? 3/ pourquoi n'a-t-on pas entretenu régulièrement le plancher du faux puisard ? 4/ la conception de l'installation permettait-elle un contrôle et un entretien sans risque ?

QUELLE RIPOSTE ?

Les premiers éléments de l'enquête montrent clairement que l'état lamentable de l'installation était connu. Pratiquement aucune vérification n'avait été faite depuis 1967 ! On comprend qu'Alquier se soit empressé de dire que des travaux allaient être entrepris cette semaine !

Mieux, des rapports existaient vieux de plus d'un an soulignant que le danger existait déjà à l'époque dans le puits où ont péri les 5 hommes !

Il n'est donc pas douteux que la responsabilité de la direction soit « très fortement engagée » dans cet « accident ». Ceci dit — et ni la CGT ni la CFDT n'ont de peine à le dire — reste à envisager la riposte. En l'occurrence ce qu'ont proposé ces deux syndicats consiste en une grève de 24 heures. Est-ce à la mesure de « l'accident » mortel survenu aux victimes qui laissent 5 veuves et 12 orphelins ? Non. Quant aux démarches entreprises en justice peuvent-elles être d'une quelconque efficacité ? L'affaire Charette n'a-t-elle pas montré ce que l'on peut attendre de telles démarches ?

Les travailleurs connaissent mieux que personne les assassins. Ils savent qui doit être frappé pour que soient vengés leurs camarades. Et ce n'est que par la mobilisation de tous les mineurs dans des actions dures que les coupables pourront être châtiés et que pourra être imposée l'application des normes de sécurité.



La CGT fait de la publicité pour les patrons qu'elle prétend combattre.

RECTIFICATIF

Dans notre dernière édition, pour l'article page 4 intitulé « la CFDT et le comité de chômeurs locaux », il a été oublié de mentionner que cela se passe à Brest.

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971
présentés par Camille Granot



Montpellier CONTRE TOUT LICENCIEMENT

Au Centre anticancéreux de Montpellier, une infirmière syndiquée CFDT a été licenciée le 15 mai dernier, à la fin de sa période d'essai (cf quotidien No 498). Elle s'était en effet montrée trop combattive au cours de la grève du mois de mars au centre.

L'action des syndicats avait abouti à son reclassement à l'hôpital de Montpellier. Ainsi tous les esprits étaient calmés. Plus la peine de continuer l'action pour la réintégration. «De toute façon, elle est reclassée» disait-on.

Mais les patrons sont les patrons. Leurs intérêts sont contradictoires avec les intérêts des travailleurs. Il n'y a pas de bons patrons, comme ont pu le croire certains, après les démarches de Péliissier.

En effet, Péliissier, patron du Centre anticancéreux a téléphoné au directeur de l'hôpital pour une réembauche immédiate. Pendant un mois, tout le monde a cru que l'infirmière serait recrutée. On lui a fait passer la visite médicale et les fameux tests dits psychologiques... Et voilà : pas de recrutement. Motif : «On a eu des renseignements sur votre dossier».

Péliissier s'est lavé les mains. En acceptant de négocier avec les syndicats CFDT et CGT, il s'est débarrassé de l'affaire, en faisant croire aux travailleurs qu'il a fait tout ce qu'il a pu. Mais nous ne sommes pas dupes. Cela montre qu'il ne faut jamais compter sur les négociations, s'il n'y a pas de rapport de force à la base.

D'autre part, cela montre qu'il ne faut rien attendre du reclassement. Les patrons de toute façon, ne font que ce qu'ils veulent.

Il faut se battre contre tout licenciement.

Dans ce cas précis, il faut insister sur le manque exorbitant de personnel. Quand elle s'est présentée à l'hôpital, l'infirmière a été accueillie à bras ouverts, pouvant choisir le poste qu'elle voulait. Il manque 300 infirmières à l'hôpital de Montpellier. Et pourtant après toutes les démarches administratives, elle n'est pas recrutée.

L'hôpital doit «bien tourner», il faut donc éliminer les éléments les plus combattifs : c'est le but des tests psychologiques qui sont des tests de sélection alors même qu'il manque du personnel. Cela est inadmissible.

Mais nous allons tout faire pour engager la lutte pour le recrutement et pour la remise en cause des tests psychologiques.

Une lectrice.

FNAC ETOILE LA CGT S'OPPOSE A LA VOLONTÉ DES TRAVAILLEURS

Au magasin FNAC de l'Etoile (Paris), les employés, en lutte pour leurs revendications, avaient convoqué une assemblée générale pour mardi à 9 h 30. Le patron lui, en a convoqué une pour 9 heures au cours de laquelle les délégués sont intervenus. Au magasin de Montparnasse une AG a lieu également ; au Châtelet le magasin est fermé.

Le patron qui a reçu les délégués des 3 magasins, du dépôt et de l'atelier, refuse la prime de vacances de 1 000 F et en accorderait une de 300 F avec restriction.

A l'AG de 14 h 30, des délégués CGT appellent à la reprise du travail pour 15 h, la majorité des grévistes est pour la poursuite de la grève. Les délégués CGT non seulement refusent de se soumettre à la majorité, mais pratiquent le terrorisme verbal. Les travailleurs protestent contre ces pratiques et démasquent ces soi-disant défenseurs des travailleurs. La grève continue avec au moins 50 % de grévistes qui s'opposent au diktat des révisionnistes.

Correspondant HR.

La réforme de l'entreprise

Le rêve impossible des partis bourgeois

Les discussions vont bon train dans les allées du pouvoir autour d'un projet de réforme de l'entreprise, appelé «rapport Sudreau».

Depuis que le capitalisme existe, le souci majeur des patrons a toujours été de contenir ou de réprimer les luttes de la classe ouvrière. L'État au service de la bourgeoisie, qui détient le pouvoir économique et politique dans la société, a pour rôle essentiel de maintenir l'ordre capitaliste au moyen de la répression ou de l'intégration au système.

Entraîner les chefs politiques et syndicaux de la classe ouvrière dans la collaboration avec le patronat et l'État, telle est la tactique à laquelle appartient la «réforme de l'entreprise».

A chaque poussée du mouvement de masse, à chaque période de crise du capitalisme qui correspond à un aiguissement de la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat on voit refluer de tels projets associés à l'accentuation de la répression contre ceux qui ne s'y soumettent pas. Cela fut le cas à la Libération pour redresser l'économie en 45 avec les nationalisations, la mise en place des comités d'entreprises, c'est le cas depuis quelques années avec le «ni capitalisme, ni socialisme» de De Gaulle, la «nouvelle société» de Chaban-Delmas et la «réforme Sudreau» du gouvernement Giscard.

La main que tu ne peux couper baise-la

A chaque fois de tels projets sont l'objet de luttes acharnées au sein même de la bourgeoisie entre «conservateurs» et «modernistes» et dans le mouvement ouvrier entre réformistes, révisionnistes et communistes authentiques. Les nationalisations ont nécessité la complicité et la participation de Thorez en 1945 et aujourd'hui le projet de société avancée dans le programme commun de l'Union de la gauche correspond aux mêmes objectifs fondamentaux : renforcer l'intégration d'organisations influentes sur la masse des ouvriers dans l'appareil d'État directement. De tels projets réformateurs, participationnistes, utilisant un vocabulaire pseudo-marxiste sont en fait représentatifs d'une conception et d'une idéologie qui furent celles des fascistes en Allemagne, en France ou en Espagne. Contrairement aux illusions répandues par certains, de tels projets ne correspondent nullement à une libéralisation ou à un progrès démocratique au sein du système bourgeois lui-même. Au contraire il sont la préparation idéologique à l'instauration du fascisme et complètent de façon indissociable la recu-

descence de la répression contre l'essor du mouvement anticapitaliste des masses.

C'est ce qu'explique d'ailleurs dans la revue patronale «Entreprise» le sociologue bourgeois J. Dubois : «Une seule issue : réglementer ce qu'on ne peut interdire. Réformer l'entreprise est le seul moyen de restaurer l'ordre, là où la prolifération des pouvoirs instaurait le désordre. En se réformant, le système en place cherche moins à se changer qu'à se défendre : il n'évolue pas il se conserve. Les promoteurs d'une telle réforme n'apparaissent comme modernistes que par contraste avec les attardés qui les entourent, hommes politiques rêvant du bon vieux temps de la canonniers, professeurs regrettant la férule, cadres réclamant qu'on restaure leur autorité disciplinaire, patrons se réjouissant qu'une menace de chômage rappelle aux salariés leur dépendance... La future réforme n'hésitera sans doute pas à prévoir une quelconque modalité de participation des salariés aux décisions politiques de la firme. Les travailleurs pourront alors croire que les buts de l'entreprise ont été élaborés démocratiquement».

UN PROJET SOCIAL-FASCISTE DANS SON FOND

L'aveu n'est pas dissimulé ; on peut voir ainsi que sur le fond il y a identité entre la réforme Sudreau, le «consensus social» préconisé par Mitterrand et la participation à la sauce programme commun derrière le dra-

peau de l'association capitalistes-travailleurs. Ce qui divise ces partis bourgeois c'est la question de savoir au profit de qui se fera cette réforme, de quelle équipe détentrice du pouvoir ? Mais l'essence politique et idéologique de la réforme de l'entreprise sur laquelle s'entendent les différents partis bourgeois, on peut la retrouver dans la forme d'organisation sociale qui règne dans les pays de l'Europe de l'Est et plus particulièrement en URSS. C'est ce que nous appelons le social-fascisme, c'est-à-dire un système organisant le contrôle, l'oppression et l'encadrement de la classe ouvrière à tous les niveaux de l'entreprise par l'intermédiaire de commissions paritaires ou comités de gestion où une poignée de bureaucrates syndicaux détient tous les pouvoirs, et se comporte comme une sorte de milice ouvrière de l'État bourgeois, au nom de la participation. C'est ce qui séduit tous les défenseurs «modernistes» de l'ordre capitaliste aujourd'hui, pour qui il n'est pas question d'ailleurs de toucher au monopole syndical (entendez monopole de Séguy, Maire et Bergeron) dans l'entreprise, qu'ils s'appellent Duraufour, Mitterrand, Chirac ou Marchais.

Aucune réforme de la société bourgeoise, dissimulée sous quelque masque que ce soit, n'est parvenue à étouffer la lutte des classes, et à empêcher la marche du peuple vers le socialisme ; il en sera de même pour tous les projets à venir et les rêves de la bourgeoisie sur la paix sociale se transformeront en cauchemar.



POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

en bref

UN SE ETUDIANT EMPRISONNE A MONTPELLIER

Insatisfaite par l'inculpation de 4 étudiants et par la condamnation de 2 d'entre eux à de lourdes peines de prison, sous le prétexte qu'ils auraient lancé des cocktails Molotov sur les flics, la bourgeoisie vient d'en faire incarcérer un 5e : Bruno Eveillard, étudiant en psychologie à Montpellier. Le juge d'instruction Lapiere l'a inculpé de dégradation de véhicule et de coups et blessures sur la personne d'un psychiatre ultra-réactionnaire, Saveilli, à qui les étudiants avaient donné du fil à retordre le 10 mars à l'UER de Montpellier III.

Ce Saveilli, directeur d'UER de psychologie et responsable de l'Espéidou, établissement pour enfants inadaptés, avait été désigné par le mouvement étudiant comme l'un des responsables de la mort d'une jeune handicapée mentale. On se souvient en effet que le 15 février, Isabelle Le Menach y avait été retrouvée étranglée dans sa camisole de force. Le directeur de l'Espéidou qui lui infligeait, comme aux autres pensionnaires, de mauvais traitements avait été inculpé d'homicide volontaire. Mais les étudiants de Montpellier qui pouvaient juger sur pièce les conceptions et les méthodes pédagogiques de Saveilli, affecté par ailleurs à l'inspection de l'Espéidou, jugeaient qu'il portait lui aussi, une lourde responsabilité dans cette affaire.

Ancien officier d'Indochine, Saveilli supportait mal de se voir ainsi dénoncé — d'ailleurs il a fait inculper depuis un enseignant d'«incitation à la violence» pour la simple raison que cet enseignant dénonçait ses méthodes «pédagogiques» — c'est ce qui avait amené des heurts entre lui et les étudiants...

Le comble est de savoir que Saveilli n'est absolument pas inquiété pour la mort d'Isabelle Le Menach ; que le directeur de l'Espéidou, qui, lui, a été inculpé, a néanmoins été laissé en liberté ; et qu'il n'est par contre pas certain que la demande de mise en liberté provisoire de Bruno Eveillard lui soit accordée ! L'union départementale CFDT de l'Hérault a publié un communiqué dénonçant cette nouvelle arrestation.

NOUVEAU COUP DE POUCE SUR LES LOYERS

De nouvelles hausses de loyers sont annoncées. Elles surviendront le 1er juillet prochain et concerneront 900 000 personnes, les occupants de logements anciens. Conformément à une proposition faite il y a quelque temps par Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, ce nouveau coup de pouce sur les loyers ne sera pas de la même intensité pour tous les logements. Il devrait varier entre 7,5 et 15 %. Les modalités d'application de cette décision devaient être connues ce jeudi au plus tard. Une chose sûre cependant, c'est que cette augmentation des quittances de loyer va venir frapper principalement ceux qui sont les plus démunis — les familles ouvrières les plus pauvres, les personnes âgées, etc — puisque ce sont ceux que l'on trouve dans ces logements anciens.

RIPOSTE AUX SAISIES A TOULOUSE

Une famille de la cité Reynerie au Mirail à Toulouse risque d'être saisie de ses meubles pour un retard de 3 mois de loyer.

Du 11 septembre 75 au 1er décembre 75, le père a été au chômage : voilà la raison de cette «dette» !

Le procès avait lieu le 23 juin à 14 heures au tribunal de grande instance de Toulouse, place des Salins.

L'association des habitants avait appelé à y venir nombreux pour soutenir ce couple et ses trois jeunes enfants. A suivre...



1974 : année de colère dans de nombreuses prisons (photo APC).

Nîmes, Lure, Besançon

ÇA REMUE DANS LES PRISONS

C'est pour crier plus fort son innocence que, pour la seconde fois en 15 jours, un détenu était grimpé sur le toit de la maison d'arrêt de Nîmes. Il en est descendu lundi après-midi. Cette fois son action avait duré une semaine tout rond.

Deux co-détenus l'avaient rejoint la semaine dernière pendant 48 heures. Mais pour éviter que cela se reproduise, l'administration pénitentiaire avait entouré le toit de barbelé. Privé de nourriture, Michel Joffre demeurait donc seul là-haut pour continuer d'affirmer qu'il n'est pour rien dans les faits qui lui sont reprochés — un vol — et qui lui ont cependant valu d'être condamné à deux ans de prison.

Son action de protestation est l'occasion d'apprendre que des mouvements de lutte se font également jour dans d'autres prisons. Et si à Lure 3 prisonniers se sont mutilés pour protester contre le système de tutelle pénale, à Besançon c'est à une vingtaine qu'ils ont mené une action dimanche après-midi pour exiger du travail.

C'est alors qu'ils étaient en promenade collective — droit obtenu depuis peu de temps — que ces détenus se sont saisis de deux gardiens. Puis les emmenant avec eux, ils sont allés au premier étage où ils ont mis le feu aux paillasses de 24 cellules. Immédiatement, les flics sont arrivés en force. Trois heures plus tard tout était fini, sans qu'il soit possible de dire aujourd'hui ce qu'il est advenu de ces prisonniers.

Les détenus réclamaient du travail. Ce que l'on connaît des conditions dans lesquelles les détenus travaillent en centrale montre à quel point ils sont surexploités.

À la maison d'arrêt de Besançon, où un tiers de prisonniers travaillent de temps en temps, on leur fait fabriquer des armatures de

bouchons de bouteilles de Champagne et des paniers à salade. La production de 25 paniers à salade est payée 9 F, sur cette somme 20 % vont au Trésor, 30 % sont destinés au pécule et seulement 50 % reviennent aux détenus. 4,50 F pour 25 paniers à salade, c'est dire si les détenus sont exploités !

Ils n'ont cependant d'autre moyen que de se soumettre à cet esclavage pour gagner l'argent sans lequel ils ne pourraient payer leurs amendes ni éviter la contrainte par corps qui se traduit par plusieurs mois d'incarcération supplémentaires. L'on comprend que, réduits à cette extrémité, les détenus de Besançon en viennent à revendiquer du travail... !

Ces conditions, ce sont

bien celles pourtant qui sont imposées à tous les détenus condamnés pour des délits mineurs, de petites infractions à la loi bourgeoise. Les gros truands, eux bien sûr, mais eux seuls, jouissent de protections. Pour les autres, les racontars sur les prisons dorées ne sont que propagande mensongère et intoxication bourgeoise.

Mais là où il y a oppression, il y a finalement révolte. Et cela est vrai aussi bien des prisons de la classe dominante. Gageons que pour leur part, les garde des Sceaux, ministre de l'Intérieur et autres banquiers ventripotents n'ont pas oublié la révolte générale qui secoua les prisons en 1974. Cette année-là aussi, c'est au début de l'été que le mouvement avait démarré...

Les parlementaires du PCF en villégiature à Concarneau

LORSQUE LE PCF S'OCCUPE DES PROBLEMES DE LA PECHE

Une délégation parlementaire du PCF est actuellement en tournée sur la côte sud de la Bretagne, pour y mener une enquête sur les problèmes de la pêche. Le matin du 18 juin, elle avait invité les marins-pêcheurs au foyer des gens de mer, à Concarneau, première étape de son périple. Ce devait être l'occasion de prouver que la démagogie révisionniste ne passe pas avec les marins-pêcheurs, même dans cette ville où l'influence électorale du PCF demeure forte et où le conseiller général est membre de ce faux parti communiste. Les équipages en effet n'étaient pas au rendez-vous. Et pour ne pas rentrer bredouille la brochure des parlementaires révisionnistes dut faire l'effort d'aller quémander des discussions sur les quais.

L'après midi devait par contre lui réserver moins de déceptions. Le PCF avait invité à la salle des réunions à la criée ceux qu'il nomme pudiquement « l'interprofession ». Et « l'interprofession » était là en la personne de DELHEMME et DION, représentants

des armateurs — pêche fraîche et thonniers — ; ZIEGLER, président du syndicat des mareyeurs — les gros intermédiaires qui achètent le poisson à la criée avant de le distribuer dans les circuits commerciaux — ; DONNART, directeur des SOPROMER — société regroupant les industries du froid, de la congélation et de la conservation du poisson — ; etc. Naturellement, nous n'avons pas été tenus au courant de ce qui s'est dit dans ce beau monde. Selon l'édition du Finistère-Sud de l'Ouest-France tous les participants ont cependant jugé la réunion constructive. Nous voilà rassurés.

Le matin, avec les marins-pêcheurs, personne. L'après midi avec leurs pires exploités, tout s'est parfaitement passé. Ceci explique sans doute cela. Il est probable par contre que les marins-pêcheurs auraient trouvé fort intéressant que soit dénoncé le pillage russe au large des côtes bretonnes. Mais le PCF a de trop bonnes raisons pour que cet aspect des choses soit maintenu sous le boisseau.

informations générales

Souscription UNE BATAILLE POLITIQUE DE GRANDE IMPORTANCE

Au 15/6	102 259,29 F	CDHR J. Labourbe R	500,00 F	1 élève horticulteur	30,00 F
VP soutien	121,00 F	Sousc. GA	200,00 F	1 couple de retraités anciens	
Sousc. meeting du 2/5/76		En avant pr la sousc.		membres du PCF	10,00 F
a O.	164,57 F	sousc. collective	170,00 F	Des étudiants	25,00 F
ORL	954,50 F	CDHR F	550,00 F	1 usine	20,00 F
CDHR N. Bethune G	200,00 F	Sur vente cartes post. de		1 prof.	50,00 F
CDHR C2 et KmD	1 200,00 F	soutien MR	220,00 F	individuels	20,00 F
Sousc. juin 76	100,00 F	2 postiers mi Finist.	60,00 F	CDHR NVT L	148,50 F
FS	30,00 F	LGC	110,00 F	CDHR Chou En-la-B.	100,00 F
1 sympath. ouvrier	5,00 F	RJB	10,00 F		
CDHR Dimitrov R	300,00 F	CDHR Le Torrent pr que			
Des canar. de l'Ouest	400,00 F	vive le quot.	250,00 F		
Pr que vive le quot.		Suppl. réab EGN	10,00 F		
de la classe ouvrière	100,00 F	Id. PA	20,00 F		
RLG soutien au quot. 1	500,00 F	2e collecte de la SAFT	65,00 F		
MV	132,00 F	JA	1 200,00 F		
GLM	150,00 F	CDHR D. Casanova	145,00 F		
				Total au 21/6/76	
					11131 9,86 F

SOUTIEN A ROMAIN LE GAL de la section CFDT «Le Monde Assurances»

Le texte ci-joint «Motion adoptée par la section syndicale CFDT «Le Monde-Assurances» a fait l'objet d'une discussion approfondie dans la section syndicale. La motion a été envoyée directement à Romain Le Gal et des photocopies ont été affichées sur les 8 panneaux syndicaux de la boîte.

MOTION POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DE ROMAIN LE GAL ET DE TOUS LES EMPRISONNES !

Depuis maintenant 2 mois, Romain Le Gal, ouvrier communal de Lorient, militant syndicaliste CFDT, est incarcéré à la prison de Fresnes, inculpé par la cour de sûreté de l'État de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

Romain Le Gal qui n'est pas le seul inculpé, puisque d'autres militants lorientais

le sont également, s'est déjà vu refuser à trois reprises ses demandes de mise en liberté provisoire.

Aujourd'hui l'État capitaliste appéuré par les luttes ouvrières et populaires, frappe sans merci et réprime les syndicalistes ouvriers, les paysans et les étudiants... Cette répression s'attaque à tous ceux qui osent dire Non au chômage, Non à la misère et qui osent se dresser

contre l'ordre capitaliste et la loi du profit.

Face à cette répression, nous devons riposter :

- A bas la répression capitaliste !
- Levée des inculpations des militants lorientais !
- Dissolution de la cour de sûreté de l'État !
- LIBERATION IMMEDIATE DE ROMAIN LE GAL !

Paris, le 21 juin 1976.

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque

26-27 JUIN — STE BAUME (ST MAXIMIN - VAR)

WEEK-END D'ETUDE ET D'INFORMATION SUR LA CHINE

organisé par l'Association des Amitiés franco-chinoises

avec la participation d'Hélène Marchisio, secrétaire de l'AAFC et Régis Bergeron, président-délégué

Programme :

Samedi 26 à partir de 14 heures :

Film chinois, montage diapos sur l'art et sa place dans la vie quotidienne. Débat.

En soirée débat sur le thème «Que se passe-t-il en Chine ?»

Dimanche 27 :

De 9 à 12 heures : discussions par thèmes dans différentes salles : émancipation de la femme chinoise, les communes populaires, la politique extérieure, les différents mouvements de critique depuis 1949, compte-rendu de voyage. Qu'est-ce que l'AAFC, etc.

L'après-midi : film-table ronde avec les participants aux voyages 76

Pendant tout le week-end : crèche, exposition, vente de littérature, affiches, papiers découpés, timbres, etc., ping-pong.

Renseignements et inscriptions
GIACOMO PIERRE
RESIDENCE ANJOU-TOUR
LA TOURTELLE
13400-AUBAGNE



culturel

Théâtre

«LE TEMPS DES CERISES»

Par le théâtre de l'Olivier
d'Aix en Provence

LE PROCÈS
DE CARAMENTRAN

La pièce est basée sur le procès de Caramentran (nom de Carnaval en Provence). Procès qu'on fait dans les villages de Provence au pantin Caramentran avant de le brûler. Ici bien sûr Caramentran ce sont les pantins d'Apt-Union, tout puissants... jusqu'à la grève. A la fin de la pièce, le pantin Caramentran est brûlé.

Le procès est constitué d'une suite de tableaux et de sketches montrant d'abord l'exploitation d'Apt-Union, puis la lutte des ouvriers et des paysans.

M. JULOT
ET LA DAME
PATRONESSE

Comment expliquer le calme absolu qui a régné dans l'usine de 1936 à 1975. Par la répression et le paternalisme.

M. Julot, c'est le chef du personnel fort en gueule : il aboie, insulte et licencie une travailleuse qui refuse ses «avances» ; la dame patronesse : un autre tableau montre le patron et la dame patronesse en visite chez un

Il y a un an, c'était la grève à Apt-Union. Les travailleurs refusaient tout licenciement, la première grève depuis 1936 (cf. enquête sur la cerise). Maintenant Apt-Union ne fait plus la pluie et le beau temps dans la vallée de Calavon (Vaucluse). Récemment les petits paysans ont engagé la lutte contre les importations massives de cerises qui cassent les prix, contre la baisse des prix pratiquée par Apt-Union (seul débouché pour les 2 800 familles d'agriculteurs, unique emploi pour les 400 ouvriers d'Apt). C'est cette lutte que raconte le théâtre de l'Olivier dans «Le temps des cerises». Dans cette pièce réalisée par les ouvriers et les paysans se reconnaîtront tous ceux qui refusent les licenciements, tous ceux qui luttent pour travailler et vivre au pays

vieux travailleur de l'usine (le père de la jeune ouvrière licenciée). Ils gratifient cet ouvrier d'un colis de vieux habits et ne sont pas avares de conseils : «Oublie tout cela mon cher Etienne, le syndicat ne mène à rien... Tiens, si tu veux pour ta fille, je peux arranger ça...»

LE CREDO
DES PATRONS

«... Je me réduis le personnel et je m'augmente les cadences, et je grossis, je grossis, je me grenouille

pour faire un bœuf, et je grossis, je grossis.»

C'est ce que récitent les confiseurs d'Apt qui se regroupent pour fonder «Apt-Union». Les mêmes patrons tournent autour des ouvriers au travail en scandant ce credo. La contradiction entre la poignée d'exploiteurs et ceux qui produisent les richesses apparaît clairement.



Affichette annonçant la pièce du théâtre de l'Olivier.

RIEN DANS LE
COFFRE: TOUT DANS
LES POCHE...
DES PATRONS !

C'est autour d'un grand coffre qu'a lieu la réunion du conseil d'administration. Chacun piochant allégrement : «Nos frais généraux — voyages, assurances, véhicules — et pour finir nos petits à côtés.» Tout ceci nous mène au trou de 4,5 milliards en 1975. C'est la cessation de paiement, le chômage technique. Les menaces de licenciement planent sur les ouvriers, les paysans eux devraient arracher leurs arbres et se reconverter. Mais c'est sans compter sur la lutte des ouvriers et des paysans.

USINE OCCUPEE

La grève ne nous est pas racontée, elle nous est montrée, dans toutes ses dimensions. «Soutenons jusqu'au bout les travailleurs de Grafion (nom d'Apt-

Union dans la pièce) pour la défense de l'emploi.» C'est la lecture d'un télégramme de soutien de Lip. De même la solidarité ouvriers-paysans s'organise. «Et un camion de pommes de terre, un ! en provenance de Pertuis ! C'est les agriculteurs qui nous en font cadeau !...» Les ouvrières sont les plus nombreuses et surtout les plus combattives. Témoin ce dialogue :

«Dédé : Oh ! Denise y'a ton mari qui te demande... Denise : Qu'est-ce qu'il veut ? Dédé : C'est pour la bouillie du petit... il sait pas les proportions. Denise : Dis-lui qu'il regarde sur la boîte, c'est tout écrit dessus...»

Dans la lutte se construit la solidarité français-immigrés. Un vieux travailleur écrit même une lettre de licenciement au patron pour incapacité et pour raison économique. La grève avec occupation c'est aussi des débats sur l'avenir de l'usine, sur les chances des coopératives dans le système capitaliste.

Le 20 novembre c'est la victoire après une négociation «à chaud» : «Les ouvriers de Grafion organisent une manifestation à la chambre patronale, les ouvriers des autres ateliers se joignent au mouvement. Les paysans de la vallée de Calavon bloquent la rue Carnot avec leurs tracteurs, déjà 800 manifestants sous les fenêtres des patrons» 12% d'augmentation rétroactive, aucun licenciement. Quelque chose a changé dans la vallée du Calavon.

C'est dans l'usine d'Apt-Union en lutte, c'est dans la bouche des paysans que les comédiens ont trouvé leurs répliques. «Le temps des cerises» est le fruit d'une liaison effective et d'une enquête auprès des ouvriers et des paysans. Voilà qui nous change des élucubrations théoriques des théâtres dits d'avant-garde ou des sornettes de «Au théâtre ce soir». Sur la scène du théâtre de l'Olivier on trouve les luttes des véritables créateurs de l'histoire, les luttes des ouvriers et des paysans. «Le temps des cerises» renforcera l'unité de combat des ouvriers et des paysans. Allez donc les voir, les encourager, participer au débat qui suit chaque représentation.

«Le temps des cerises» sera joué tout l'été en Provence notamment en Avignon à la MJC de la Croix des Oiseaux du 19 juillet au 4 août.

Au dernier congrès
de l'Union de cinéastes soviétiques

Prêche pour les illusions de la détente

Dernièrement à l'occasion du 3e congrès de l'Union des cinéastes soviétiques, son premier secrétaire, Lev Koulidjanov, a réaffirmé le rôle de propagandistes des illusions de la détente des cinéastes soviétiques. Sous couvert de «propager les idées d'humanisme» — alignement intégral sur les principes idéologiques du capitalisme et de la bourgeoisie qui parle toujours de nature humaine au-dessus des classes — Lev Koulidjanov a souligné que «pour les cinéastes soviétiques, l'esprit d'Helsinki signifie l'échange de valeurs d'une culture authentique traduisant ses traditions humanistes». «Nous prêchons dans le monde les

idées les plus humaines que la civilisation ait jamais connues. C'est là notre devoir (...) et c'est en cela aussi que consiste notre choix et notre liberté.» On ne peut pas être plus clair sur l'idéologie qui préside à l'infiltration culturelle telle qu'on a pu la voir en Australie par l'intermédiaire de deux agents du KGB se prétendant «écrivains». On ne peut pas être plus clair non plus sur le rôle de propagandistes de cette théorie empoisonnée pour le peuple qu'est la détente (l'esprit d'Helsinki) qui cherche à masquer la rivalité aiguë entre l'URSS et les USA, et les conflits qui en découlent (Angola, Liban, etc.).

A propos du programme TV

Des lecteurs de Reims écrivent

Pour poser et résoudre correctement ce problème, il faut se situer dans l'optique d'un journal communiste : un tel journal doit, d'une part, tenir compte de la situation concrète, du niveau de conscience de ses lecteurs, qui ne sont pas tous communistes, et, d'autre part, être l'expression de l'avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire apporter un point de vue qui éclaire et guide les masses.

Plus particulièrement, pour la télévision, il ne faut pas nier qu'elle est regardée par la plupart des travailleurs et qu'elle alimente nombre de discussions à l'usine. C'est un fait et il faut en tenir compte. Cela signifie-t-il pour autant qu'il faille jouer un rôle semblable à celui de «Télé 7 jours», ou assimilé, et fournir tel quel le programme ? Non, bien sûr. La tentative actuelle est louable, mais est-elle vraiment satisfaisante ? Nous ne le croyons pas. Un exemple : indiquer «La bourgeoisie vous informe» satisfait au début, mais, à la longue, perd de sa portée. Finalement, ne fournit-on pas purement et simplement un programme (incomplet d'ailleurs), avec quelques formules ou précisions hâtives pour se donner «bonne conscience» ?

Voilà ce que nous proposons : ne pas chercher à donner un programme complet, sous forme d'horaire, de chaque soirée, mais : — noter uniquement les émissions intéressantes, en expliquant pourquoi, ou au contraire, celles qui dévelop-

pent un point de vue particulièrement réactionnaire ou révisionniste

— orienter le choix : conseiller une émission médicale par exemple, plutôt qu'un film abêtissant et réactionnaire, tout en attirant l'attention sur les limites qu'elle comporte

— certains soirs, conseiller tout simplement d'aller se coucher, se promener ou de lire... tel livre de Han Suyin (en profiter pour conseiller des livres importants, et en même temps agréables à lire, comme les romans albanais, souvent peu connus) — accroître le nombre d'articles, tels qu'ils existent déjà, de critiques positives ou négatives, sur une émission, après son passage à la TV. Pourquoi pas une fois de temps en temps, faire une analyse précise d'un journal télévisé et montrer concrètement au service de quelle classe est la télé.

C'est seulement après la révolution socialiste que la TV deviendra une arme aux mains du prolétariat. Mais d'ores et déjà l'Humanité rouge doit combattre le poison que distille la TV en guidant la classe ouvrière et le peuple dans ses choix et ses jugements. C'est un des moyens, pour l'HR, tout en partant des préoccupations actuelles, de jouer son rôle d'éducation politique.

NB : Nous pensons qu'il faudrait aussi annoncer les émissions intéressantes de la radio. Il est dommage par exemple que toutes les émissions sur la Chine avec Han Suyin ou Joris Ivens n'aient pas été annoncées.

Programmes TV

JEUDI 24 JUIN 1976

T-F 1

19 H 20, 20 H et 23 H : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Sandokan. Ce nom est celui d'un personnage imaginaire sensé symboliser la résistance du peuple malais à l'occupation britannique du 19e siècle. Malheureusement, les masses sont absentes et ce héros de pacotille ressemble plutôt à une superstar d'Hollywood.

21 H 30 Soixante minutes pour convaincre. Débat sur la «coopération» dans les pays d'Afrique noire. Tout en approuvant la nécessité d'un nouvel ordre économique mondial, ce n'est certainement pas par l'intermédiaire de «la coopération» qui n'est qu'une forme déguisée de pillage de pays du tiers monde qu'on y arrivera.

A-2

19 H 20, 20 H et 23 H 30 : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Le grand échiquier. Pourquoi n'y voit-on jamais Sheila, Ringo, Frédéric François, Dalida, etc. ? Chancel, l'animateur, a-t-il le souci de changer la TV ? Aucunement. Si la démarche est différente de celle de Guy Lux, ce qui les sépare tous les 2, c'est un peu ce qui sépare le Figaro du Parisien Libéré. Mais de toute manière, il s'agit de contribuer à perpétuer le système qui exploite le peuple.

FR-3

19 H 20, 20 H et 22 H 20 : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Nada. Film de Chabrol de 1973. Une secte anarchiste monte l'enlèvement d'un ambassadeur US à Paris. La démarche est simple : montrer que «terrorisme gauchiste et étatique sont les 2 mâchoires du même piège à cons» comme le dit lui-même Chabrol. En fait ces deux «terrorismes» ne sont pas à comparer du tout. Si le premier est l'expression spontanée des désespérés coupés des masses qui veulent combattre le système capitaliste, le deuxième n'est qu'une manifestation normale de ce système.

Nanterre: Du 4 mars au 10 juillet

1er FESTIVAL CULTUREL MALGACHE

Les étudiants malgaches en expliquent l'importance**POURQUOI AVOIR CHOISI LE THEME DE L'AMITIE ENTRE LES NATIONALITES ?**

L'existence de nationalités différentes et les problèmes apparaissant dans leurs relations mutuelles ont fortement marqué l'histoire de notre peuple. Ils ont semé une série de confusions et déchainé des passions qui ont abouti parfois à des affrontements sanglants.

Partant d'une bonne intention, bien de nos compatriotes ont refusé de regarder la situation en face, soit qu'ils s'ingénierent à nier l'existence de nationalités différentes, sous le couvert d'une notion abstraite d'unité nationale, soit qu'ils fassent de la question un tabou dont il ne faut pas parler sous peine de déclencher le déferlement de forces obscures et incontrôlables.

Pour notre part, face à un problème d'une telle importance, la meilleure attitude consiste à reconnaître sa réalité objective afin d'être capable de tracer en la matière une ligne de conduite juste et basée sur les principes.

Car sans remettre un seul instant en cause l'unité fondamentale du peuple malgache, nous estimons indéniable l'existence à Madagascar de plusieurs nationalités qui, dans le cadre d'un fond commun (ethnique, linguistique, croyances et coutumes, etc...) présentent des traits de civilisation spécifiques et très caractérisés.

Ces nationalités ont progressivement pris forme durant l'histoire de notre pays, au cours d'un processus de développement social inégal et diversifié, et qui dans différentes régions de l'île a donné naissance à des communautés relativement stables sur le plan géographique et ayant leur spécificité propre tant sur le plan du dialecte que du niveau et des habitudes économiques, que des formes de sensibilités et d'attitudes psychologiques. Et ces spécificités se cristallisent dans les différences et particularités caractéristiques sur le plan culturel.

Nous savons tous que dans leur politique de diviser pour régner, les classes dominantes exploiteuses locales et étrangères se sont emparées des spécificités de chaque nationalité pour les dresser les uns contre les autres. Cela était déjà vrai à l'époque précoloniale, où, au sein des nationalités relativement les plus structurées et les plus développées à un moment donné, les classes dominantes essayèrent de contenir et de dévier la résistance croissante des classes dominées en se lançant dans des guerres de conquête contre les nationalités les plus faibles, ce qui, tout en faisant diversion, leur permettait de développer leur puissance. Ainsi, l'oppression de classe interne dans les nationalités les plus puissantes et les plus influentes conduisait inévitablement à l'oppression nationale externe à l'égard des rivalités et des haines entre les masses populaires.

Mais la colonisation porta à un degré de machiavélisme et de bestialité jusqu'à inconnu cette politique de diversion et de division, en vue de mener à bonne fin leurs entreprises d'oppression et de pillage.

Concernant l'inégalité de développement entre régions, l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM) considère que dans la mesure où les causes fondamentales en sont la domination de l'impérialisme et du féodalisme, la solution réelle et définitive ne pourra être trouvée qu'après la lutte de longue haleine des masses populaires de toutes les régions dans l'unité et la solidarité pour bouter dehors l'impérialisme sous toutes ses formes et déraciner totalement le féodalisme.

A l'heure actuelle, la question des nationalités et des régions prend une

forme et une acuité déterminées par la conjoncture nationale et internationale. En effet, Madagascar devient de plus en plus, actuellement, le théâtre de lutte d'influence entre les puissances impérialistes, notamment les superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.



Administrateur colonial rendant la justice : c'est pour détruire une telle domination que les Malgaches de toutes nationalités se sont révoltés.

profonde et la spécificité de chaque nationalité. C'est à travers sa propre culture qu'elle exprime ses joies et ses peines, ses souffrances et ses révoltes, ses aspirations les plus profondes et ses idéaux les plus élevés.

C'est la méconnaissance des multiples manifestations d'une nationalité donnée et de leur signification profonde qui, en inspirant chez les autres nationalités un sentiment d'étrangeté, crée les conditions favorables à la naissance de l'indifférence, de l'incompréhension voire de la répulsion instinctive et irraisonnée vis-à-vis de celle-ci.

Une autre raison est que les activités culturelles sont propices à une manifestation ayant une plate-forme large et unitaire et permettant aux manifestants de se lier plus facilement.

Une dernière raison enfin réside dans les enseignements que nous avons tirés de notre expérience militante, à savoir que l'art et la culture sont un des moyens les plus précieux qui permettent aux mas-

POURQUOI AVOIR CHOISI LA FORME DU FESTIVAL CULTUREL ?

ses populaires de cimenter leur unité, de galvaniser leur confiance en la justesse de leur cause, et de les mobiliser d'un même élan pour combattre l'ennemi commun.

Et c'est dans ce sens que l'AEOM s'est toujours fait un devoir de préserver l'art et la culture nationale à travers les activités qu'elle organise telles que le folklore, la recherche sur la langue et les formes littéraires, les ateliers d'artisanat, etc. Nous espérons qu'il en sera encore de même cette fois-ci.

Ce premier festival culturel est ouvert à tous nos compatriotes de bonne volonté qui pourront pendant une semaine entière échanger des chants et des danses, des poèmes et tout le trésor d'art de leur nationalité avec ceux des autres camarades, dans un esprit d'amitié et de solidarité, de compréhension et d'enrichissement mutuels.

POUR QUI ET COMMENT ?

Mais à ce premier festival, les amis étrangers du peuple malgache auront aussi leur part, dans la mesure où les festivaliers feront connaître à l'extérieur le fruit de leur travail, à travers des manifestations, entre autres celle de la journée de clôture du festival qui se tiendra le 10 juillet et qui comprendra au programme : une exposition-vente d'objets artisanaux, un buffet de spécialités culinaires, un comptoir de livres, une soirée culturelle et artistique suivie d'un bal qui durera jusqu'à l'aube.

UN APPEL A TOUS !

La réalisation d'une telle initiative exige de nos modestes moyens des efforts gigantesques.

UN APPEL A TOUS !

Comme à l'accoutumée, confiants dans la justesse de notre cause, nous nous mobilisons en comptant avant tout sur nos propres forces et en travaillant avec acharnement. Cependant, tout soutien désintéressé venant de l'extérieur serait le bienvenu.

A ce propos, nous attachons le plus grand prix au soutien moral et politique que toute personne ou organisation de notre peuple et de notre association pourrait nous apporter, car c'est là un signe d'encouragement qui serait pour nous une source inépuisable d'énergie. Il va sans dire que le soutien matériel et financier nous est aussi précieux, qu'il se manifeste par la présence aux manifestations publiques que nous organiserons, ou qu'il se présente sous forme de dons en espèce ou en nature, ou en prêt de matériel, notamment audio-visuel.

Compatriotes de bonne foi de toutes les nationalités de Madagascar, Amis étrangers sincères de Madagascar et du peuple malgache, Tous ensemble faisons de ce premier festival culturel malgache une grande fête de l'unité nationale authentique du peuple malgache et de l'amitié entre les peuples de nos différents pays !

Association des étudiants d'origine malgache
Bureau central
Juin 1976